

REVUE DE PRESSE

*Lancement de l'appel aux candidats à l'élection présidentielle
Hérouville Saint-Clair – Mercredi 15 mars 2017*

«Et si on parlait des quartiers populaires dans la campagne présidentielle ?»

Hérouville. Quartiers prioritaires, des idées pour la présidentielle

OUEST France

Nathalie LECORNU-BAERT

Le 15/03/2017

L'association, qui réunit une centaine de maires et élus des communes comprenant un quartier prioritaire, s'est réunie ce mercredi 15 mars 2017 à Hérouville-Saint-Clair, près de Caen. Ils ont lancé un « Appel du 15 mars », à l'adresse des candidats à la présidentielle.

Comment réparer la fracture sociale ? Comment redonner de la dignité citoyenne à 7 % de la population française qui vit dans les 1 500 quartiers classés prioritaires en France ? Ces questions sont posées par les élus, toutes étiquettes politiques confondues, de l'association « Ville et banlieue », aux candidats à l'élection présidentielle.

C'est aussi un constat d'échec des différentes politiques de la ville menées par les gouvernements successifs. **« On n'en peut plus, nous, élus de proximité, explique Marc Vuillemot, président de l'association. On joue les gratte-cul, on brasse les idées et on partage nos expériences. »**

« Ville & banlieue » interpelle donc les candidats, mais leur soumet également ses 31 propositions (cliquer [ici](#)) qui portent aussi bien sur les questions de sécurité que de santé, de formation comme d'écologie citoyenne.

LIEN VERS LES ITW DE OUEST FRANCE:

- [L'association « Ville & Banlieue » à Hérouville Saint-Clair - ITW Marc Vuillemot](#)

- [L'association « Ville & Banlieue » à Hérouville Saint-Clair - ITW Rodolphe Thomas](#)

Les Banlieues s'invitent dans les campagnes

France 3 Normandie - JT 19/20 diffusion du 15 mars 2017

Marc Vuillemot, l'invité de la rédaction de France Bleu Normandie

Radio France Bleu Normandie – La matinale 8h10 diffusion du 15 mars 2017

Présidentielle 2017 : Ville & Banlieue attend bien plus des candidats

COURRIER DES MAIRES

Hugo Soutra

Le 15/03/2017

Et si on parlait des quartiers populaires dans la campagne présidentielle ? Voici la suggestion faite par les élus de l'association Ville & Banlieue, lors d'une rencontre à Hérouville St-Clair, dans la banlieue de Caen (Calvados). Interview de son président, Marc Vuillemot, par ailleurs maire de La-Seyne-sur-Mer (Var) qui ne cache pas son désespoir face à la faiblesse des projets présidentiels en la matière.

Plusieurs candidats ont parlé d'une France au bord de la guerre civile. Comment réagissez-vous à cette radicalisation des discours politiques à quelques semaines de la présidentielle ?

Cela ne vous étonnera pas : à Ville & Banlieue, nous continuons à considérer que les quartiers populaires sont des territoires à part entière de la République française. Plutôt que poser un regard partiel sur la situation, les candidats auraient tout intérêt à analyser la situation dans sa globalité et aborder également les enjeux d'éducation, de formation et d'insertion professionnelle, de services publics qui y sont plus que prégnants.

Attention : nous ne nions pas pour autant les lourdes difficultés auxquelles font face une partie de leurs habitants. C'est tout le sens [des propositions que nous formulons à l'adresse des différents prétendants à la présidence de la République](#). La promesse d'égalité contenue dans notre devise républicaine doit enfin être traduite en direction des quartiers prioritaires.

L'affaire Théo explique-t-elle ce sentiment que les banlieues, la politique de la ville, aient été expulsées des enjeux de cette présidentielle ?

Oui, et cela montre à quel point rétablir une police de proximité pourrait faire sens. D'ailleurs, les maires de Ville & Banlieue, toutes sensibilités politiques confondues, sont unanimes sur le sujet. C'est entendu qu'il ne reviendrait pas à un tel corps de garantir qu'il n'y ait plus d'émeutes, de maîtriser les individus brûlant des voitures ou ceux compliquant les interventions des sapeurs-pompiers, mais il devient urgent de retravailler le lien entre la police et la population autrement que par le seul biais du maintien de l'ordre.

Nous avons également formulé quelques propositions pour améliorer l'efficacité et la rapidité de la Justice. Lorsque des faits délictueux sont commis, il faut pouvoir apporter des réponses en temps réel et pouvoir convoquer les délinquants pour qu'ils ne développent pas une forme de sentiment d'impunité.

Ces discours alarmistes, assez courants dès qu'on parle des banlieues, tiennent-ils suffisamment compte des récentes lois Egalité et Citoyenneté (2016) ou de programmation pour la politique de la ville et la cohésion urbaine (2014) ?

Il y a eu deux lois intéressantes, effectivement, au cours du quinquennat. Malheureusement, le volontarisme d'une partie du gouvernement pour mettre en place une discrimination positive territoriale en faveur des quartiers prioritaires ne semble pas avoir été suivie d'effets. Les administrations centrales comme territoriales continuent d'allouer, encore et toujours, moins de moyens aux services publics. Outre la diminution des budgets d'intervention, faire République y compris dans les quartiers prioritaires passera aussi par plus d'investissements dans la formation, le recrutement de fonctionnaires ainsi qu'en matière de ressources humaines et de règles d'affectation.

C'est pour cela que nous insistons sur la nécessité de dépasser le ministère de la Ville pour rattacher ces dispositifs au niveau du Premier ministre, par exemple par le biais d'un Haut-commissariat. Rendre efficiente la politique de la ville nécessite les mêmes moyens budgétaires que ceux consacrés par Jean-Louis Borloo pour la rénovation urbaine. Ce serait intéressant de se poser la question, un jour, de ce que coûte les actions de « réparation sociale » menées à posteriori faute d'avoir investi suffisamment d'argent dans l'espoir de tenir ses engagements budgétaires ?

En l'état de la campagne électorale, les différents candidats – de gauche ou de droite – formulent-ils des propositions suffisamment ambitieuses et fournies pour s'attaquer aux véritables maux des « QPV » ?

Non, nous ne sommes pas véritablement ravis de ce que nous lisons ou entendons sur le sujet. Peu ont développé des réponses spécifiques – contrairement au volet « ruralités » de leurs programmes. Nous ne désespérons pas qu'ils formulent de [nouvelles propositions en s'inspirant si besoin de nos travaux](#). Quoi qu'il en soit, nous attendons qu'ils haussent le niveau lorsque nous recevrons les candidats ou leurs représentants, mi-avril, à la commission Politique de la ville de notre association, de l'AMF et de France urbaine.

A nos yeux, il faut cibler de toute urgence les efforts sur l'insertion professionnelle. C'est la clé de la prévention. L'éducation, la formation et l'accès à l'emploi sont susceptibles d'éviter qu'un jeune ne s'égaré et se prête à des violences. Comme évoqué tout à l'heure, un renforcement de l'efficacité de la police et de la justice est également nécessaire pour que ces résidents de la République soient respectés et considérés comme n'importe quel Français.

Approfondir le sujet : [Présidentielle 2017 : Ville et Banlieue appelle les candidats à se montrer \(enfin\) courageux](#)

[Hérouville. Des idées pour « réparer la fracture sociale »](#)

OUEST France

Nathalie LECORNU-BAERT

Le 15/03/2017

L'association Ville & Banlieue, qui s'est réunie mercredi 15 mars 2017 à Hérouville, a interpellé les candidats à la présidentielle quant à leurs propositions pour les quartiers prioritaires. Ces élus ont également découvert les initiatives menées par Hérouville.

Deux générations

Créée à la fin des années 1970, l'association Villes & banlieue réunit une centaine de maires (toutes étiquettes politiques confondues) des communes concernées par la politique des quartiers prioritaires.

Parmi eux, le maire MoDem d'Hérouville, Rodolphe Thomas. Comme ses collègues de l'association, il dresse un relatif constat d'échec des politiques de la ville des gouvernements successifs, depuis deux générations. « Parce qu'il a toujours manqué une véritable coordination, résume le maire. Mettre des millions d'euros dans un dispositif ne sera

jamais efficace si les différents interlocuteurs ne parlent pas entre eux. » Ils recommandent ainsi que la politique de la Ville relève de la responsabilité du Premier ministre.

7 % de la population

Ces 1 500 quartiers prioritaires re présentent 7 % de la population française, « soit environ 5 millions de personnes qui habitent dans les banlieues ou des centres-villes usés », présente Marc Vuillemot, président de l'association et maire de La Seyne-sur-Mer, ville de 65 000 habitants, dans le Var.

Pour l'association, il est urgent de « redonner de la dignité citoyenne à ces 5 millions de personnes ». Ces villes ont des idées, qu'elles partagent. Mais leurs élus estiment être « les laissés pour compte, on n'en peut plus ».

Clairement, ils réclament des moyens pour leur permettre de mener leurs initiatives favorisant « la réintégration dans ces quartiers populaires ». Par le sport, l'art, la santé, voire l'écologie citoyenne. « Et sur tout, par la formation et l'emploi », insiste Rodolphe Thomas. L'une des doléances porte aussi sur la sécurité et la prévention : « Nous demandons le rétablissement de la police de proximité, expose Marc Vuillemot, et, plus largement, que l'État assure ses fonctions régaliennes. »

31 propositions

L'association estime « qu'on n'entend rien sur ces questions dans la campagne présidentielle. Les candidats ont sans doute plein d'idées... encore doivent-ils les exprimer! » Histoire de les aider, Ville & banlieue leur soumet ses 31 propositions, fruits des initiatives menées par ses communes membres. Avec en tête de liste, « s'extraire la politique de la ville de son ghetto institutionnel ».

Pour marquer le coup, l'association a choisi d'interpeller officiellement ces candidats à la présidentielle en lançant, depuis Hérouville, un « Appel du 15 mars », relayé par un clip sur son site internet www.ville-et-banlieue.org

« Tous les outils sont bons ! »

Pour Ville & banlieue, « tous les outils sont bons pour réparer la fracture sociale », explique Marc Vuillemot. Que ce soient les zones franches, les programmes de rénovation urbaine, l'école de la deuxième chance, dont dispose la ville d'Hérouville. « Mais cela va au-delà de ces seuls territoires : nous souhaitons que les voisins de ces quartiers puissent aussi s'exprimer... Parce que la ville est à tout le monde ! »

France-Culture en direct

Afin de nourrir le débat de cette campagne électorale, France-Culture sillonnera la France avec sa caravane de la présidentielle. Son circuit débutera par Hérouville, d'où la rédaction de cette radio assurera un direct lundi 27 mars, entre 6h et 8h30, depuis l'hôtel de ville. Cette édition sera plus particulièrement consacrée au thème « Banlieue jeunesse ».

Ville et banlieue entend obtenir les réponses à ses propositions de la part des candidats à la présidentielle

AEF Habitat Urbanisme

Par [Lucie Romano](#)

Le 16/03/2017

L'association Ville et banlieue, qui réunit une centaine d'élus des communes comprenant un QPV, s'est réunie mercredi 15 mars 2017 à Hérouville Saint-Clair, dans le Calvados. Les élus présents y ont lancé un "appel du 15 mars", à l'adresse des candidats à la présidentielle. Ils avaient déjà fait part, fin septembre 2016, de leurs "31 propositions" pour faire entendre leur voix dans le cadre de cette élection ([lire sur AEF](#)), parmi lesquelles le rattachement de la politique de la ville au Premier ministre. L'objectif de cette rencontre du 15 mars : relancer les candidats, déjà sollicités à l'automne dernier, et dont peu ont répondu à leurs sollicitations. L'association fera un point sur ces réponses le 30 mars prochain, et espère d'ici là avoir reçu le maximum de nouvelles réponses. La manifestation a aussi été l'occasion de présenter une [vidéo](#) de leurs demandes.

31 mesures pour les banlieues

France Culture

Par Sophie Delpont

Le 16/03/2017

Tous les candidats à la présidentielle sont interpellés par les maires de l'association "Ville et Banlieue" (qui compte une centaine d'adhérents de toutes tendances à l'exception du FN). Réunis près de Caen, les maires veulent proposer 31 mesures. Marc Vuillemot, maire de La Seyne-sur-Mer, président de l'association "Ville et Banlieue", répond à Sophie Delpont. (à 10 :19)

Hérouville-St-Clair : l'appel des banlieues aux candidats à la présidentielle

Tendance Ouest

Par Dorine Goth

Le 16 mars 2017

Mercredi 15 mars 2017, à un mois du premier tour de la présidentielle, des élus des villes de banlieues étaient réunis à Hérouville St Clair (Calvados) pour lancer un appel aux candidats.

Mercredi 15 mars 2017, des maires et élus membres de l'association "[Ville et banlieue](#)" étaient réunis à Hérouville-St-Clair (Calvados) pour développer leurs 31 propositions pour réintégrer 1 500 quartiers dits "sensibles". Pour Marc Vuillemot, président de l'association, cette journée est un véritable "appel du 15 mars" adressé aux candidats à l'élection présidentielle, à un mois du premier tour.

ITW Marc Vuillemot :

[Le président de Ville et banlieue lance un appel aux candidats à la présidentielle](#)

L'emploi, un levier

Au coeur des 31 propositions, l'emploi, une des clés de l'intégration. Quatre mesures sont proposées, du "*développement des stratégies territoriales assurant des droits à la formation et à la réussite*" à la "*proposition de vrais débouchés professionnels aux demandeurs d'emploi des quartiers populaires en risques de rupture sociale*". Avec ses propositions, l'association s'attaque également à l'éducation, la culture, la santé, le logement, l'environnement, la sécurité et la citoyenneté.

L'association, créée en 1970, réunit une centaine de maires "de toute étiquette mais rassemblés autour des valeurs républicaines".

LES MAIRES DE BANLIEUE SE REBIFFENT

Les quartiers populaires, grands oubliés de la campagne présidentielle ? Le 28 septembre dernier, l'association Ville & Banlieue, qui réunit une centaine de villes populaires (de gauche

comme de droite), adressait une liste de 31 propositions aux candidats pour « réintégrer dans la République les 4,8 millions d'habitants vivant dans des quartiers prioritaires ». Las, seuls quatre impétrants ont daigné lui répondre : Manuel Valls, Bruno

Le Maire, Rama Yade et Jean-Luc Mélenchon.

L'association a présenté à nouveau ses propositions les plus saillantes dans une vidéo diffusée depuis le 15 mars. Nos élus de banlieue y demandent que la politique de la ville soit

directement prise en charge par le Premier ministre ou que l'éducation prioritaire, « gage de la citoyenneté de demain », devienne une priorité absolue. La réponse de Macron, Fillon, Hamon est attendue de toute urgence.

20

L'OBS/N°2732-16/03/2017

G. VAN DER HASSELT/AFP - ABECASSIS/LEEMAGE/AFP - C. ARCHAMBAULT/AFP - ARCHIVES-ZEPHYR/LEEMAGE/AFP - R. PRATTA/POOL/AFP - BIANCHETTI/LEEMAGE/AFP - CITIZENSIDE/S. TENANI/AFP

La France en bref

Ouest-France 17 mars 2017

L'association Ville & banlieue interpelle les candidats

L'association Ville & banlieue, qui réunit une centaine de maires des mille cinq cents communes comprenant un quartier prioritaire, a lancé à Hérouville-Saint-Clair (Calvados), son « Appel du 15 mars » à l'attention des candidats à l'élection présidentielle. Ils font des

propositions en matière de politique de la ville, « pour réparer la fracture sociale et redonner de la dignité à quelque cinq millions de personnes qui vivent dans ces zones usées », résume Marc Vuillemot, président de l'association et maire de La Seyne-sur-Mer (Var).